

## Dans le chaudron d'A... : capitalisme, croissance, emploi et écologie

Jean-Marie Harribey

Le moment choisi pour entamer un débat sur la « nouvelle étape » est particulièrement judicieux. Pour une première raison fondamentale : l'attaque frontale par le gouvernement et le patronat, malheureusement aidés dans leur tâche par certains syndicats, contre tout ce que les travailleurs salariés avaient pu conquérir comme garanties sociales minimales apparaît aujourd'hui dans toute sa brutalité. Ainsi, la réorganisation mondiale du capitalisme doit être payée au prix fort par les travailleurs et, en leur sein, par les plus pauvres, les plus précaires et les chômeurs. Il ne s'agit plus seulement pour nous de mettre fin à la spéculation financière, il s'agit de remettre en cause ce qui en amont suscite et nourrit la dite spéculation : la logique du profit et d'accumulation du capital.

Il y a aussi une autre raison pour laquelle le débat sur la « nouvelle étape » vient à point nommé. Plus le mouvement social prend conscience de l'étroite relation existant entre le pouvoir de la finance, le sacrifice de l'emploi, le démantèlement des protections sociales et des services publics, la prise en tenailles du tiers-monde dans les griffes des IFI et de l'OMC, la privatisation du vivant et le saccage de la planète, etc., plus le débat en son sein devient stratégique, c'est-à-dire, pour éviter les métaphores militaires et le dire simplement, touche au fond des problèmes. Une preuve en est que l'adoption récente par le Conseil scientifique de deux textes portant sur le développement (le projet de livre et le « 8 pages ») a donné lieu à une montée soudaine de l'émotion et des passions. Il est vraisemblable que celles-ci ne seront pas apaisées facilement et rapidement. Le présent texte ne prétend pas y parvenir, il veut simplement contribuer à cerner nos accords qui sont nombreux et nos désaccords débarrassés des malentendus.

Je pars donc des deux problèmes qui ont jailli lors de la toute fin de la discussion concernant les textes sur le développement : pourquoi lier la question du développement à celle de la critique radicale du capitalisme et pourquoi refuser de s'aligner sur les mots d'ordre du refus du développement et celui de la décroissance immédiate et indistincte ? Mais au lieu de répéter ce que nous avons les uns et les autres (à titre individuel ou collectif) écrit ou dit ailleurs sur ces deux thèmes<sup>1</sup>, je les aborde ici par le biais de deux autres questions qui leur sont corollaires : comment se battre pour le plein emploi et pour l'écologie ?

En ce qui concerne le capitalisme, je me contente ici de dire qu'il paraît nécessaire d'explicitement la distinction entre le capitalisme, défini comme un système social, et le libéralisme économique, défini à la fois comme un ensemble de représentations idéologiques et de pratiques politiques au service du capital. Il en découle un indispensable débat sur le niveau que nous critiquons : celui du système et de sa logique de marchandisation qui, logiquement englobe le niveau des représentations et des politiques, ou bien seulement ce dernier, le premier relevant de quelque chose qui serait indépassable dans l'histoire humaine. Il est évident que dès lors qu'on soulève cette question, c'est qu'on a fait plutôt le premier choix. Le problème est donc de ne pas le dissimuler et de le poser comme un objet de la discussion politique. S'agira-t-il alors d'une réincarnation de l'homme au couteau entre les dents, adepte de la prise d'assaut, sinon du Palais d'hiver, des palais de l'Élysée et Matignon ? S'agira-t-il de la violation de la charte ? Evidemment non. Il s'agit d'analyser et de rendre

---

<sup>1</sup> . Je renvoie au livre qui devrait être publié prochainement *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*, et au 8 pages « Quel développement pour une société solidaire et économe ? ». Je mets en annexe un extrait de mon livre *La démenche sénile du capital* portant sur les rapports entre capitalisme, libéralisme et marché. On trouvera aussi sur mon site le texte élaboré en novembre 2003 sur la situation du mouvement anti/alter-mondialiste, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/ledire/alter-politique.pdf>.

publique la chose suivante : l'origine essentielle des multiples maux que nous combattons, tant sociaux qu'écologiques, est la logique du capitalisme d'accumuler sans fin. Ensuite, ce seront les luttes sociales qui diront dans l'avenir ce qu'il est possible de réaliser. Mais, sous prétexte de ne pas effaroucher « Billancourt » ou ce qui en tient lieu aujourd'hui, on ne peut *a priori* s'interdire de remettre en question la cause profonde de la dérive planétaire. Plaider pour une critique conjointe du capitalisme et d'un développement durable qui serait conçu seulement comme la continuité de ce qui a existé jusqu'ici ne signifie pas que l'on met l'abolition du capitalisme en préalable à tout autre action. C'est seulement garder un œil sur une boussole : travailler à construire patiemment d'autres rapports sociaux que ceux imposés par la marchandise.

Ce qui précède ne relève pas seulement de la théorie pure. Cela a des implications pratiques immédiates et impose des choix concrets. J'en viens donc aux liens entre la bataille pour l'emploi, celle pour l'écologie et notre positionnement dans le débat sur ce qui est posé comme étant soi-disant un dilemme : croissance ou décroissance.

On peut aborder ces liens de plusieurs manières mais qui toutes renvoient aux mêmes interrogations. Ainsi, en 2003, pendant la bataille pour les retraites, certaines voix se sont élevées pour fustiger le fond de notre argumentation qui, grosso modo, consistait à dire que le financement des retraites dans l'avenir était possible par une répartition plus équitable des gains de productivité. Cette position serait une concession au productivisme car, nous disaient les partisans de la décroissance autour de nous, gains de productivité = productivisme. Au risque de rabâcher, répétons que cette égalité est fautive. Les gains de productivité restent un objectif souhaitable s'ils sont obtenus sans intensification du travail (ce qui veut dire sans entraîner des suppressions d'emplois) et sans ponction supplémentaire sur la nature qui lui serait insupportable. Les gains de productivité peuvent servir à autre chose que produire toujours davantage : certains de nos contradicteurs n'ont pas encore bien saisi la portée de la réduction du temps de travail. La RTT est la seule manière de résoudre la contradiction que nous lègue le capitalisme : comment supprimer le chômage sans recourir à la fuite dans la croissance économique.

C'est la raison pour laquelle il nous faut à la fois écarter le faux raisonnement critiqué ci-dessus et celui qui prétend, par souci « pédagogique », que nous ne pouvons pas publiquement ne pas souhaiter une croissance pour résorber le chômage. Jacques Nikonoff dans un courrier électronique envoyé récemment (1<sup>er</sup> mars 2004) exprime ce souci ainsi : « Alors que depuis près de trois décennies tout le discours public tourne autour de la nécessité d'encourager la croissance pour créer des emplois, annoncer brutalement qu'A... serait favorable à la décroissance signifierait que l'association se prononce pour une augmentation du chômage ». La presse se fait également l'écho du fait que l'on voudrait résorber le chômage par « la relance de la consommation » (*Le Monde*, 5 mars 2004). Pour le coup, la pédagogie n'est pas au rendez-vous et, si telle était effectivement notre position, ceux qui s'émeuvent de nos critiques envers les partisans du renoncement au développement auraient mille fois raison.

Nous ne devons pas nous opposer à la décroissance immédiate et indistincte par souci de l'emploi, car ce serait précisément au contraire une raison d'y souscrire de suite à cette fameuse décroissance dans la mesure où l'on sait bien aujourd'hui 1) que la croissance n'est jamais qu'une solution de court terme au chômage compte tenu des impératifs du capitalisme d'avoir toujours à sa disposition dans le monde une « armée de réserve » (au passage, on retrouve la nécessité évoquée plus haut de la remise en cause du capitalisme), 2) qu'elle n'est nécessaire, dans un contexte technique donné, pour résorber le chômage que si l'on considère comme intangibles la répartition des revenus et le temps de travail ; 3) que cette croissance devrait être faramineuse durablement pour résorber tout le chômage.

Nous devons nous opposer au mot d'ordre de la décroissance immédiate et indistincte pour d'autres raisons : 1) parce qu'il ne distingue pas les types de production à faire décroître de façon urgente et celles qu'il faut au contraire promouvoir ; 2) parce qu'il ne distingue pas suffisamment la situation des riches et des pauvres dans le monde et aussi dans nos propres pays ; 3) parce qu'il laisse entendre qu'il n'y a pas d'autre économie et d'autre utilisation de la productivité que celles actuelles (d'où la discrétion sur la mise en cause du capitalisme et l'accent mis sur la « sortie de l'économie », ce qui n'a strictement aucun sens) ; 4) parce qu'il sous-estime la possibilité de promouvoir une production non marchande dont l'impact écologique n'a rien à voir avec celui de la production marchande ; 5) parce qu'il ignore la nécessité de transitions entre le temps du tout pour et par la croissance et celui de la raison et de l'économie ; 6) parce qu'il situe tout au niveau des représentations, de l'imaginaire, sans voir que la question des rapports de forces dans la société est essentielle.

Toutes ces raisons expliquent pourquoi nous avons été quelques-uns à plaider depuis sa création<sup>2</sup> : 1) pour que le plein emploi redevienne un objectif central ; 2) que cela ne signifiait pas une nostalgie des 30 Glorieuses dès lors qu'on l'articulait d'une part à la revendication *permanente* de RTT accompagnant les gains de productivité et d'autre part à la réorientation radicale de notre système productif ; 3) que c'était une manière d'enclencher une réduction des inégalités (si on diminue le temps de travail sans réduire les salaires – et évidemment surtout les bas – on réduit mécaniquement la part des profits dans la valeur ajoutée) ; 4) que les revendications de revenu d'existence et d'allocation universelle *comme alternatives au plein emploi* devenaient sans objet et au contraire déroutaient le combat contre le capitalisme qui n'a que faire du plein emploi et qui peut s'accommoder d'une assistance misérable aux plus démunis ; 5) que, *tant qu'on n'a pas réussi à éliminer le chômage*, la garantie d'un revenu décent pour les chômeurs était *une nécessité absolue et indiscutable* ; 6) que, derrière la revendication du plein emploi, figurait l'aspiration à un emploi décent, et que les finalités du travail et celles de la production étaient deux questions identiques, ce qui veut dire que nous souhaitons une société simultanément solidaire et économe, ainsi que le disent sans équivoque les titres du livre sur le développement et le « 8 pages »<sup>3</sup> ; 7) et que, enfin, n'en déplaisent à tous les tenants de la « fin du travail » il y a une décennie ou aux nouveaux gourous du « capitalisme cognitif » aujourd'hui, il n'y a pas de richesse *produite* sur la planète qui ne provienne du travail, c'est aussi le sens de notre combat pour les retraites par répartition contre la capitalisation, celle-ci étant stérile par nature.

Ce qui est assez extraordinaire et réconfortant, c'est qu'en l'espace de cinq ans, tous les ingrédients d'un vrai débat de société, c'est-à-dire politique (nous sommes de gauche, résolument !...), ont été mis dans le chaudron pour nourrir notre lutte contre la marchandisation du monde. Le problème est qu'il faut touiller le chaudron pour que tous ces ingrédients se mélangent harmonieusement : la saveur de la réussite en dépend. Ce petit texte était mon grain de sel.

---

<sup>2</sup> . Je renvoie au premier texte sur cette question « Emploi ou finance : un choix de société », *Lignes d'Attac*, n° 6, juin 2000, et au livre de Thomas Coutrot et Michel Husson, *Avenue du plein emploi*, Paris, Ed. Mille et une nuits, 2001.

<sup>3</sup> . Ceux parmi nous qui craignent une ambiguïté de ma part peuvent se reporter à mon premier livre *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997.